

NOTE SUR LE PERIMETRE STATISTIQUE DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN FRANCE (SYNTHESE)

La question du périmètre de l'économie sociale et solidaire (ESS) en France, malgré l'instauration d'une définition légale dans le cadre de l'article 1 de la Loi ESS de 2014, revient régulièrement au cœur des débats des différentes familles de l'ESS, des pouvoirs publics et des producteurs de données.

La France produit depuis de nombreuses années des données statistiques fiables et harmonisées à l'échelle des territoires et dans le temps sur l'ESS. Cela a notamment été permis par :

- La mise en place **un périmètre statistique harmonisé** entre l'Insee (Institut national de la statistique publique et des études économiques), l'État et le Conseil National des Chambres régionales de l'ESS (CNCRESS). Les productions de l'Insee et du réseau des CRESS s'appuient ainsi sur le même périmètre statistique (sources CLAP, DADS, SIRENE). Des travaux complémentaires avec d'autres producteurs de données peuvent être effectués sur la base de ce périmètre (Banque de France, Accos-Urssaf, ...);
- L'animation d'**un dispositif territorial d'observation de l'ESS** à travers les productions de l'observatoire national de l'ESS et des observatoires régionaux de l'ESS. Des avancées significatives ont notamment été faites sur la connaissance des emplois et des caractéristiques des établissements de l'ESS;
- **L'existence de réseaux académiques** (ADDES, RIUESS, réseaux territoriaux) qui fédèrent, animent et donnent de la visibilité aux travaux scientifiques sur l'ESS, ou qui portent des sujets comme la création de comptes satellites dans l'ESS (ADDES);
- **La tenue et mise à jour de la liste des entreprises de l'ESS** (article 6 de la Loi ESS de 2014), opérationnelle depuis 2017, et qui rend accessible à tous acteurs un annuaire des entreprises de l'ESS, mais qui reste perfectible.

En revanche, plusieurs freins persistent dans la mesure de l'ESS sur le territoire national :

- **Le « halo » autour du périmètre de l'ESS** est important : la mesure des groupes avec leurs filiales et entreprises adhérentes (notion de périmètre « social » des coopératives, mutuelles, associations ou fondations), la prise en compte ou non de la dimension employeuses des structures de l'ESS (1 association sur 5 est non employeuses), la mesure du bénévolat, etc.;
- **Des freins techniques** dans l'appareil statistique français : des imprécisions dans la nomenclature d'activité française rendent difficiles l'analyse de l'activité de certaines associations (code NAF 9499Z); les difficultés d'identification des sociétés commerciales de l'ESS (non coopératives) au niveau de l'Insee ou dans la mesure de la création d'entreprises dans l'ESS, etc.;
- **Des freins juridiques** : certaines formes juridiques coopératives sont absentes de la nomenclature juridique (SCIC : sociétés coopératives d'intérêt collectif, SCOP SAS, Coopératives d'activités et d'emplois, ...); le statut associatif, simple à mettre en œuvre, est utilisé dans des activités très diverses et parfois pour des activités qui ne relèvent pas de celles pour lesquelles il a été créé (gestion de régime obligatoire d'assurance maladie, de caisses de retraite complémentaires, de caisses de congés payés, ...);
- **Les pratiques** dans la communication de données au sein des différentes familles juridiques de l'ESS (associations, coopératives, mutuelles et fondations) restent hétérogènes en fonction d'objectifs politiques différents, ce qui fait perdre de la lisibilité
- Il n'existe pas de **compte satellite ESS** en France dans la comptabilité nationale pour produire des indicateurs économiques et financiers nationaux et pouvoir se comparer avec les pays européens.

Périmètre statistique ESS en France (2008)

La définition du périmètre statistique avait pour objectif d'établir des statistiques sur un périmètre harmonisé entre les territoires et permettant un suivi dans le temps. La définition s'est donc attachée à utiliser les outils statistiques pour traduire les principes historiques de définition de l'économie sociale, c'est-à-dire :

- une liste de catégories juridiques regroupées en quatre « familles » : associations, mutuelles, coopératives, fondations ; avec exclusion pour la CJ « 92 » des Associations non déclarées (9210), des Associations d'avocats à responsabilité professionnelle individuelle (9224) et des Congrégations (9240) ;
- une liste d'activités exclues du champ. Ces exclusions portent sur des activités relevant de l'administration publique (APE : 84)

La Loi ESS de 2014

L'article 1 de la Loi ESS de 2014 apporte pour la première fois une définition légale à l'ESS. La Loi reconnaît l'ESS comme « un mode d'entreprendre et de développement économique adapté à tous les domaines de l'activité humaine auquel adhèrent des personnes morales de droit privé qui remplissent les conditions cumulatives suivantes :

- 1° Un but poursuivi autre que le seul partage des bénéfices ;
- 2° Une gouvernance démocratique, définie et organisée par les statuts, prévoyant l'information et la participation, dont l'expression n'est pas seulement liée à leur apport en capital ou au montant de leur contribution financière, des associés, des salariés et des parties prenantes aux réalisations de l'entreprise ;
- 3° Une gestion conforme aux principes suivants :
 - a) Les bénéfices sont majoritairement consacrés à l'objectif de maintien ou de développement de l'activité de l'entreprise ;
 - b) Les réserves obligatoires constituées, impartageables, ne peuvent pas être distribuées. »

La Loi ouvre le périmètre de l'ESS **aux sociétés commerciales** qui respectent dans leur fonctionnement les principes fondateurs de l'ESS et qui recherchent une utilité sociale (article 2).

L'article 6 de la loi prévoit la publication par les CRESS de **la liste des entreprises de l'ESS**, liste qui en pratique s'appuie sur une extraction du répertoire SIRENE dont la gestion est assurée par l'Insee.

SUMMARY NOTE ON THE STATISTICAL SCOPE OF THE SOCIAL AND SOLIDARITY ECONOMY IN FRANCE (SUMMARY)

The question of the scope of the social and solidarity economy (SSE) in France, despite the introduction of a legal definition within the framework of Article 1 of the 2014 SSE Law, regularly returns to the heart of the debates on the various SSE families, public authorities and data producers.

For many years now, France has been generating reliable and harmonised statistical data on the SSE at territorial level over a period of time. This was made possible through:

- The establishment of a **harmonised statistical scope** between INSEE (the French National Institute of Public Statistics and Economic Studies), the State and the National Council of Regional Chambers of the SSE (CNCRESS). INSEE and the CRESS network work are based on the same statistical scope (sources CLAP, DADS, SIRENE). Additional work with other data producers can be carried out on the basis of this scope (Banque de France, Accos-Urssaf, etc.);
- **The management of a SSE territorial observation system with the support of the national and regional SSE observatories' work.** Significant progress has been made in particular in terms of the knowledge of the jobs and characteristics of SSE establishments;
- **The existence of academic networks** (ADDES, RIUESS, territorial networks) that unite, manage and give visibility to scientific work on the SSE, or that deal with topics such as the creation of satellite accounts in the SSE (ADDES);
- **The maintenance and regular update of the list of SSE enterprises and organisations** (article 6 of the 2014 SSE Law), operational since 2017, which has made a directory of SSE enterprises and organisations available to all stakeholders, but which can still be improved.

Nonetheless, several obstacles continue to exist when it comes to measuring the SSE at national level, such as:

- **The "halo" around the scope of the SSE** is important: the scope of group measurement including subsidiaries and member companies (the notion of the "social" scope of cooperatives, mutuals, associations or foundations), the consideration or lack thereof of the employer dimension of SSE structures (1 association out of 5 is not an employer), measuring of volunteer work, etc.;
- **Technical obstacles in the French statistical system:** inaccuracies in the French classification of economic activities (NAF) make it difficult to analyse the activity of certain associations (NAF code 9499Z); difficulties in identifying SSE commercial companies (non-cooperative) for INSEE or in measuring the creation of companies in the SSE, etc.;
- **Legal obstacles: certain cooperative legal forms are absent from the French legal classification** (SCIC: collective interest cooperative companies, SCOP SAS, Cooperatives of activities and employment, etc.); the associative status, which is simple to implement, is used in very diverse sets of activities and sometimes for activities that do not fall within the scope for which it was created (management of compulsory health insurance schemes, supplementary pension funds, paid leave funds, etc.);
- **Data communication practices within the different legal families of the SSE** (associations, cooperatives, mutuals and foundations) remain heterogeneous according to different policy objectives, which leads to a loss of clarity
- **The lack of a SSE satellite account in national accounting** in France, which would enable both the development of national economic and financial indicators as well as a comparison with other European countries.

ESS statistical scope in France (2008):

The purpose of defining the statistical scope was to establish statistics on a standardised scope between the territories and allowing monitoring over time. The definition therefore focused on using statistical tools to translate the historical principles of the social economy's definition, i.e.:

- a list of legal categories grouped into four "families": associations, mutuals, cooperatives, foundations; with the exclusion for the CJ "92" of undeclared Associations (9210), Associations of lawyers with individual professional liability (9224) and Congregations (9240);
- a list of activities falling outside this scope. These exclusions concern public activities (EPA: 84)

The 2014 Law on the SSE:

Article 1 of the 2014 Law on the SSE, for the very first time, includes a legal definition of the SSE. The Law recognizes the SSE as "an enterprise and economic development model which can be adapted to every sphere of human activity in which legal persons governed by private law adhere to meeting the following cumulative conditions:

1. A purpose other than the mere sharing of profits;
2. Democratic governance, defined and organised by the articles of association, providing for information and participation, the expression of which is not only linked to their capital contribution or the amount of their financial contribution, of partners, employees and stakeholders in the company's achievements;
3. Management in accordance with the following principles:
 - a) The profits are mainly devoted to the objective of maintaining or developing the enterprise's activity;
 - b) The required reserves may not be shared and shall not be given out."

The Law opens the scope of the SSE to commercial companies that respect the founding principles of the SSE in their operations and seek a social impact (Article 2).

Article 6 of the law provides for CRESS to publish the list of SSE companies, which in practice is based on an extraction from the SIRENE directory managed by INSEE.